



Communiqué de presse
Paris, 30 septembre 2019
Sous embargo jusqu'au 1^{er} octobre 00h01

Journée Internationale du Café – 1^{er} octobre 2019

Des actions immédiates requises pour enrayer la crise et les menaces qui pèsent sur la filière

Dans un contexte d'effondrement des prix passés sous la barre symbolique de 1 dollar/livre depuis un an, nos organisations alertent sur la (non) durabilité de la filière. Comme le démontre une étude du BASIC publiée l'année dernière, le commerce équitable et l'agriculture biologique sont des alternatives qui présentent de réels bénéfices pour assurer la résilience de la filière : meilleure répartition de la valeur et préservation de modèles agroforestiers. Alors que la crise des prix perdure, il est temps pour les acteurs économiques de passer des déclarations de bonnes intentions à des actions concrètes et immédiates.

Une année de mobilisation pour engager les acteurs

Produit emblématique du commerce équitable et matière première la plus échangée au monde après le pétrole, le café fait vivre **25 millions de familles d'agriculteurs**. Mais dans quelles conditions ? Prix bradés pour les producteurs depuis près de 3 ans, cultures fortement impactées par les changements climatiques (épidémies, baisse des rendements, perte de récoltes...) et manque de ressources pour y faire face... **Les alertes émanant des producteurs se sont multipliées, particulièrement au cours de cette dernière année, pour souligner l'extrême fragilité de leur filière et l'insoutenabilité de leurs conditions de vie.**

Depuis 2018, **Commerce Équitable France et ses membres, Max Havelaar France, FAIR[e] un monde équitable, le collectif Repenser les Filières** portent une campagne de mobilisation et de plaidoyer auprès de l'Organisation internationale du café (ICO), des pouvoirs publics et des consommateurs pour agir sur les conditions de résilience de la filière centrée autour de 2 recommandations :

- L'ICO doit poursuivre ses efforts dans la mise en place d'un **observatoire des coûts et des marges**, la transparence étant la condition sine qua none à une **meilleure répartition de la richesse** ;
- Les acteurs publics comme privés doivent accompagner les initiatives permettant de **garantir un revenu décent** aux producteurs et les **stratégies d'adaptation aux changements climatiques** en finançant des **programmes de recherche d'envergure, notamment sur l'agroforesterie** qui permet des modes de production plus résilients d'un point de vue économique et écologique.

Si les engagements concrets se font toujours attendre, cette campagne a contribué à **mettre la lumière sur les enjeux liés à la durabilité de la filière**, comme en témoignent les communications récentes de l'ICO autour de la "Déclaration de Londres" par laquelle torréfacteurs, négociants et distributeurs s'engagent à renforcer la transparence et agir sur la crise des prix qui secoue la filière, dans l'esprit des recommandations formulées par nos organisations¹. Particulièrement, si la référence qui y est faite quant à la nécessité de "*favoriser une croissance responsable et équitable en contribuant à une transparence accrue du marché en ce qui concerne l'écart avec le revenu décent*" semble aller dans le bon sens, il convient de rappeler que

¹ "Fostering responsible and equitable growth through contributing to increased market transparency regarding the Living Income gap, sourcing origins, and cost of production considering the diversity of producers and specific geographies, expanding responsible sourcing of sustainably produced and traded coffee from a diversity of origins, fostering the protection of human rights, fighting child labour and illicit labour practices, and enabling a Living Income for coffee producers"
<http://www.ico.org/documents/cy2018-19/pr-306e-london-declaration.pdf>



c'est surtout dans une répartition plus équitable de la richesse déjà créée au sein de la filière que réside l'un des facteurs clefs de sa résilience.

Des inégalités économiques exacerbées par les dérèglements climatiques : un besoin d'actions immédiates!

Il faut dire qu'en 20 ans, torréfacteurs et distributeurs ont retiré 1,2 milliard d'euros supplémentaires de leurs ventes annuelles de café en France, tandis que les producteurs et les négociants n'ont perçu que 64 millions d'euros en plus, signe de l'inéquité de la filière. A titre d'exemple, les producteurs péruviens et éthiopiens ont touché en 2017 un revenu 20% plus faible que 12 ans auparavant et restent très en dessous du seuil de pauvreté.

“Alors que tous les acteurs de la filière disent avoir conscience des problèmes de durabilité, il est temps de s'intéresser aux premiers d'entre eux : les producteurs.ice.s ! Une filière café durable est impossible avec les cours mondiaux actuels inférieurs à 1\$ la livre. Les acteurs privés doivent s'engager à acheter à un prix plus juste et rémunérateur, c'est la condition première du développement durable, à l'image des entreprises mobilisées en faveur du commerce équitable” selon Blaise Desbordes, Directeur général de Max Havelaar France.

Touchant une rémunération trop faible, les producteurs.rice.s sont dans l'impossibilité de faire face aux changements climatiques. A titre d'exemple, **au Pérou et en Ethiopie, derrière chaque dollar généré par les exports de café, en 2017 il y avait entre 85 et 90 centimes de coûts cachés à la charge de ces pays et de leur population.**

« Le prix du café n'est pas équitable ! Il ne permet pas aux producteurs de vivre dignement. Il ne leur permet pas non plus d'investir dans des modes de production qui répondent au défi climatique ! Ce cercle vicieux va finir par mettre en danger jusqu'aux approvisionnements des torréfacteurs au fur et à mesure que les producteurs vont se tourner vers d'autres cultures que le café ! Pour lutter contre la pauvreté des caféiculteur.rices.s et assurer leur résilience écologique, il devient urgent de rentrer dans une culture économique du partage de la valeur ! » ajoute Julie Stoll, Déléguée générale de Commerce Équitable France.

Le commerce équitable : un outil qui fonctionne mais qui ne peut répondre seul aux enjeux

Le commerce équitable apparaît comme le modèle alternatif le plus performant pour améliorer la durabilité de la filière, et en premier lieu le revenu des producteurs grâce à un **prix payé plus élevé** (+21% par exemple au Pérou). S'y ajoute le renforcement des coopératives qui permet aux producteurs.ice.s de capter plus de valeur et d'augmenter leurs capacités de gestion, d'organisation et à termes de négociation.

La complémentarité des labellisations commerce équitable et agriculture biologique génère les meilleurs résultats selon l'étude du BASIC. **Associé à l'agriculture biologique**, les impacts du commerce équitable sont en effet maximisés. *“Cela favorise un modèle agroforestier que tout le monde sait plus résilient aux changements climatiques”* explique Alistair Smith du Collectif Repenser les Filières. *“La combinaison des caféiers avec d'autres arbres et cultures, voire des animaux, valorise le milieu. Elle réduit les risques de dépendance économique à une monoculture en plus d'être efficace contre l'érosion des sols, contribuant ainsi à renforcer la sécurité alimentaire des familles de producteurs”*, poursuit-il.



À propos de Commerce Équitable France

Créé en 1997, Commerce Équitable France promeut et défend le commerce équitable en France et à l'international, pour accompagner les transitions écologiques et sociales des modes de production et de consommation. Le collectif réunit une trentaine d'organisations françaises du secteur : entreprises engagées, labels, réseaux de distribution, associations de consommateurs et d'éducation à la citoyenneté mondiale, organisations de solidarité internationale et acteurs de la recherche et de l'enseignement. Il agit également pour plus d'équité dans toutes les relations économiques en vue d'encourager la justice sociale, les droits humains et la protection de l'environnement. Plus d'infos sur www.commerceequitable.org

À propos de Max Havelaar France

L'ONG Max Havelaar France, membre fondateur du mouvement international Fairtrade/Max Havelaar, agit pour un commerce équitable, respectueux des droits humains et de l'environnement. Avec le label Fairtrade/Max Havelaar, elle mobilise les entreprises, les consommateurs et les pouvoirs publics afin de transformer les pratiques et de soutenir les producteurs et travailleurs défavorisés. Elle sensibilise l'opinion publique et milite en faveur d'une économie mondiale éthique et responsable. Plus d'informations sur www.maxhavelaarfrance.org

A propos de FAIR[e] un monde équitable

FAIR[e] un monde équitable est un mouvement national de citoyen.ne.s engagé.e.s pour un commerce équitable et une consommation plus responsable. Il accompagne au changement de pratiques de consommation et facilite le passage à l'action individuelle et collective.

À propos du collectif « Repenser les Filières »

Ce réseau réunit les acteurs de la société civile – comprenant les ONG's, les syndicats et les institutions académiques experts des questions relatives à la chaîne de valeur et de l'autonomisation des travailleurs et des communautés locales face aux intérêts économiques de la mondialisation. Son objectif est de créer un espace de parole où ces diverses organisations pourront débattre en profondeur le système économique dominant actuel (le néo-libéralisme) et des moyens de travailler ensemble pour mettre en place des alternatives durables qui donnent la priorité aux personnes et à l'environnement.

CONTACTS PRESSE

Max Havelaar France

Agence Etycom | Aelya NOIRET | 06 52 03 13 47 | a.noiret@etycom.fr

Max Havelaar France | Augustin BILLETDOUX | 06 99 73 88 84 | a.billetdoux@maxhavelaarfrance.org

Commerce Équitable France

Mathilde BROCHARD | Responsable d'Études et plaidoyer | 01 43 94 73 30 | brochard@commerceequitable.org